A lire demain dans l'édition du Monde, les réactions des députés socialistes, dont celle d'Hervé Féron, avant le vote sur la déclaration de politique générale du nouveau Gouvernement.

Phoca PDF

PS : ces députés de base tentés par l'abstention

« Le Monde » a recueilli les doutes des parlementaires socialistes peu avant le vote de confiance à Manuel Valls

Le 8 avril, tous ou presque avaient accordé leur confiance au premier gouvernement de Manuel Valls. Mais ce mardi 16 septembre, ils ne recommenceront pas. Députés socialistes, issus de Seine-Maritime, du Morbihan, du Tarn ou de Meurthe-et-Moselle, pour la plupart élus pour la première fois en juin 2012, ils n'y trouvent plus leur compte et ont choisi cette fois l'abstention.

Après son vote positif du 8 avril, Dominique Chauvel attendait *« des décisions plus importantes en directions des couches populaires et des classes moyennes »*. Pour la députée de Seine-Maritime, *« le compte n'y est pas. Notre pays a besoin de consommation, de confiance, de redonner du pouvoir d'achat à des personnes qui en manquent, qui n'arrivent pus à joindre les deux bouts pour l'eau, le gaz, le loyer, la mutuelle… Peut-être pourrait-on remettre en question ce sacro-saint objectif du déficit pour redonner du souffle et de la marge. »* Alors, comme d'autres de ses collègues, Dominique Chauvel s'abstiendra pour, dit-elle, *« donner un signal fort »*.

Hervé Féron, député de Meurthe-et-Moselle, est sur la même ligne. *« Pour voter la confiance, il faut avoir confiance. J'ai un problème : je me suis engagé sur des valeurs de gauche et cette politique est en vrai décalage avec les engagements que j'ai pris pendant la campagne »*, expose cet ancien conseiller général, élu à l'Assemblée depuis 2007. *« Je suis maire d'une commune majoritairement pauvre et quand j'entends aujourd'hui les atermoiements sur la revalorisation des petites retraites, je suis atterré. Quand j'entends que [le ministre des relations avec le Parlement] Jean-Marie Le Guen dire qu'on va faire un "geste", je trouve la formule totalement irrespectueuse. »*

Tous ces élus réfutent la politique économique du gouvernement, en particulier les 41 milliards d'euros de baisse de charges en faveur des entreprises. *« Les entreprises ne recherchent pas des crédits d'impôts mais comment relancer leurs carnets de commande. Cela n'est possible qu'en relançant la consommation et donc en redonnant du pouvoir d'achat aux gens »*, assure Hervé Féron.

Nathalie Chabanne, qui s'était déjà abstenue en avril, abonde dans le même sens. La députée des Pyrénées-Atlantiques attend toujours *« une vraie réorientation de la politique économique actuelle »* qui consisterait à *« cibler davantage les aides pour les PME et les entreprises qui investissent »* et à *« maintenir les dotations aux collectivités, pour ne pas laisser la commande publique en berne. Cette politique nous mène directement dans le mur »*.

> « Réduire les déficits tout en faisant des dépenses fiscales de 41 milliards d'euros me semble antinomique »
> **Philippe Noguès**
> député (PS, Morbihan)

« Elle est coûteuse et inefficace », renchérit Philippe Noguès, député socialiste du Morbihan. *« Réduire les déficits tout en faisant des dépenses fiscales de 41 milliards d'euros me semble antinomique. Il est inefficace de donner ces milliards de manière indifférenciée quand seul un tiers des entreprises est confronté à la concurrence internationale. »* Dans sa circonscription comme ailleurs, les entreprises pâtissent de la baisse des dotations de l'Etat envers les collectivités. *« Les mairies freinent, suspendent ou arrêtent leurs projets »*, déplore l'élu, qui a soutenu Martine Aubry lors de la primaire socialiste de 2011.

Autre soutien de la maire de Lille, la députée de la Côte-d'Or, Kheira Bouziane, qui avait refusé de voter le programme de stabilité, fin avril, va encore probablement s'abstenir. *« Je ne suis pas dans une posture. Manuel Valls en appelle toujours à la "responsabilité", mais ma responsabilité, c'est de respecter les électeurs ; je me sens responsable de ce que j'ai porté pendant la campagne. Comme tous les autres, j'ai fait campagne sur les 60 engagements* [de François Hollande] *qui sont aujourd'hui remis en cause. C'est de mon devoir de le rappeler, c'est un signal d'alarme, pas une défiance »*, s'explique l'élue.

Tous se voient en gardiens du temple des 60 engagements voire en *« résistants »*, ose Philippe Noguès. *« Ce sont eux qui ont fondé, pas nous »*, dit-il, avant d'énumérer la liste des items non respectés. *« La confiance ça se discute, ça se travaille, ça ne s'invoque pas »*, plaide de son côté Michel Pouzol (PS, Essonne), pour qui, *« aujourd'hui les conditions ne sont pas réunies pour voter la confiance telle quelle »*. Députée du Tarn, Linda Gourjade avait elle aussi donné sa confiance une première fois tout *« en espérant l'infléchissement de la ligne économique et sociale »*. *« Cet infléchissement n'a pas été au rendez-vous et j'espère pouvoir peser pour infléchir cette ligne »*, dit-elle désormais, en se préparant à s'abstenir.

Comme d'autres potentiels abstentionnistes, Mme Gourjade assure ressentir un soutien de la part des gens sur le terrain, militants comme simples passants. Quand les premiers les interpellent parfois d'un *« j'espère que vous n'allez pas voter la confiance »*, les seconds les attrapent simplement par le bras en glissant *« Tenez bon, courage, monsieur le député »*. Alors, malgré les *« pressions terribles en internes »* décrites par M. Féron, l'exécutif n'arrivera pas à contenir la fronde socialiste. Les *« coups de téléphone interminables qui passent de l'affectif à la menace où on nous fait comprendre que si on veut que nos dossiers locaux soient soutenus, il faut qu'on vote bien »* ne lui font pas peur.

Au sein du groupe Socialiste, républicain et citoyen, les trois députés du parti de Jean-Pierre Chevènement, ne voteront pas non plus la confiance pour la première fois. Désormais, pour Jean-Luc Laurent (Val-de-Marne), *« il n'y a pas de doute que la politique conduite est une politique sans résultat. Le gouvernement doit prendre les moyens d'une action au niveau européen, les appels à changer l'Europe sont trop timides »*.

Si les rangs des abstentionnistes ne cessent d'enfler, ils sont toutefois encore très loin d'atteindre les 80, seuil d'abstentions à gauche au-delà duquel le gouvernement serait en difficulté. Et d'ailleurs, tous l'assurent, ils ne veulent pas faire tomber le gouvernement. Seulement, désemparés, c'est le seul moyen qu'il leur reste pour *« envoyer un message »* à François Hollande.

HÉLÈNE BEKMEZIAN

A l'Assemblée nationale avant le vote consultatif sur le programme de stabilité 2014-2017, le 29 avril. CHRISTOPHE MORIN/IP3

Une majorité en peau de chagrin

8 avril Premier vote de confiance de Manuel Valls : 273 socialistes votent pour, 11 s'abstiennent.

29 avril Vote sur le programme de stabilité qui fixe le principe du pacte de responsabilité : 242 PS pour, 41 abstentions, 3 votes contre.

1er juillet Vote du projet de loi de finances rectificative : 281 votes PS pour, 1 abstention.

8 juillet Vote du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale : 254 votes PS pour, 33 abstentions.

Phoca PDF

Cliquez sur l'image pour l'agrandir

Phoca PDF